

ALPHONSE MAINDO MONGA NGONGA

SURVIVRE À LA GUERRE DES AUTRES

UN DÉFI POPULAIRE EN RDC

LA RDC EST EN GUERRE DEPUIS QUELQUES ANNÉES. CELLE-CI A MODIFIÉ LES IMAGINAIRES POPULAIRES DU POLITIQUE ET DU CONFLIT ARMÉ LUI-MÊME. LE « BAS » PERÇOIT LA GUERRE EN COURS COMME UNE AFFAIRE DES AUTRES. LES AUTRES, CE SONT À LA FOIS L'OCCIDENT, LES PAYS DE LA SOUS-RÉGION, LES ÉLITES CONGOLAISES, LA PROVINCE DU KIVU. POURTANT, LE PETIT PEUPLE A INVESTI CETTE GUERRE AU POINT D'EN FAIRE SON PROBLÈME. ON ASSISTE ÉGALEMENT À LA RÉINVENTION/TRANSFORMATION DES FIGURES DU POUVOIR ET DES TRAJECTOIRES D'ASCENSION SOCIALE.

En arrivant à Kinshasa, le visiteur n'a pas l'impression de se trouver dans un pays en guerre. À part, sur des autobus, quelques inscriptions usées appelant à la mobilisation, rien ne rappelle qu'une guerre sous-continentale sévit à l'est du pays depuis 1996 et que la moitié du territoire est occupée. N'eût été l'ampleur de la crise économique, les problèmes sociaux quotidiens, dont le transport, la santé, la nutrition, etc., on se croirait dans un pays en paix. Dans sa grande majorité, la population de la capitale ne considère pas qu'il s'agit d'une lutte pour elle, même si tous les belligérants affirment se battre en son nom et pour sa libération. Elle a plutôt la conviction de faire les frais des intérêts des puissances internationales et sous-régionales ainsi que des stratégies de ses élites en mal de pouvoir.

Insensibles ou se refusant à penser à une guerre qu'ils estiment ne pas être la leur, les habitants de cette mégalopole de près de 8 millions d'âmes s'efforcent de mener une vie normale¹ malgré cette guerre si lointaine et pourtant si proche et omniprésente par ses effets collatéraux. Ceux-ci sont en effet très perceptibles, notamment du fait de la pénurie de vivres, des dysfonctionnements des communications, des atteintes à la libre circulation des personnes et des

1. Les *nganda* recommencent à vibrer comme jadis au rythme du dombolo et autres musiques populaires, malgré la crise.

biens sur le territoire national, etc. Détachés du conflit, les Kinois l'ont pourtant investi, jusqu'à en faire leur guerre, prenant des initiatives, redoublant d'ardeur et de courage devant des *kadogo* pas toujours intrépides et décidés². Comment ce glissement dans les attitudes s'est-il opéré ? C'est une des questions à laquelle tente de répondre cette contribution.

Il s'agira ici d'analyser comment « le bas » gère cette situation de guerre au mieux de ses intérêts, jouant sur l'un ou l'autre registre au point de se réapproprier la guerre et de réinventer ses stratégies d'action. Mon hypothèse est que les habitants de Kinshasa perçoivent la guerre en cours dans leur pays à la fois comme « étrangère » et « populaire ». Populaire dans la mesure où le petit peuple de la capitale l'a investie jusqu'à en faire son affaire ; étrangère au sens où elle est perçue par lui comme un jeu d'intérêts et d'alliances des « autres ». Les autres, ce sont à la fois les pays de la région, l'Occident, les élites congolaises et le Kivu. Démêler ce paradoxe et cette ambivalence, tel est l'objectif premier de cet article³. J'analyserai donc cette image populaire d'une guerre à la fois « étrange » et « étrangère » à plusieurs titres. J'essaierai également de repérer les glissements qui s'opèrent dans les figures du pouvoir et de la légitimité⁴ dans le contexte d'une « guerre longue et populaire ». Comment les combattants sont-ils devenus si étrangers aux personnes qu'ils prétendent « libérer » ? Quelles sont les stratégies populaires pour faire face à la situation induite par la « guerre des autres » ? Quels sont, enfin, les effets de la violence et de ces transformations sociales sur les imaginaires politiques et sur les représentations populaires du pouvoir ?

PERCEPTIONS POPULAIRES DES BELLIGÉRANTS

ET DES JEUX D'ALLIANCES

Une guerre étrange

Les Congolais que j'ai interrogés semblent ne rien comprendre aux hostilités qui ravagent leur pays depuis quelques années. Ils les trouvent étranges à plusieurs égards. Étranges en ce sens qu'il se passe des choses des plus bizarres et des plus absurdes. Depuis que Mobutu leur avait dit qu'ils étaient des « rois⁵ », les Congolais pensaient constituer un grand peuple et un pays puissant à l'image de leur chef. La propagande politique le leur avait si souvent répété que bon nombre avaient fini par y croire. À leurs yeux, leur patrie disposait d'une armée moderne et forte. N'ayant presque pas de hauts faits d'armes inscrits dans ses annales, cette armée avait toutefois été d'une très grande efficacité dans l'oppression des citoyens et la répression des manifestants⁶. Le pays et son Président semblaient une forteresse bien gardée. Mais environ un semestre aura suffi à des *kadogo* (« petits » en swahili) surgis

des lointaines montagnes du Kivu, encadrés par des troupes étrangères et progressivement rejoints par des milliers d'autres jeunes oubliés par le Léopard de Gbadolite, pour balayer comme d'un revers de main ce mythe d'un État « Bula Matari⁷ ». La leçon est venue de ceux que l'on soupçonnait le moins à même de s'emparer d'un sous-continent. Les vaincus ont pris leur revanche sur le maître qu'ils avaient chanté. Le roi du Zaïre, qui avait joué au gendarme régional durant la guerre froide, a été emporté par ceux qu'il surveillait. Pour reprendre le lexique congolais, le Rwanda et l'Ouganda, de « petits voisins », envahissent le « grand frère » et prennent le pouvoir à Kinshasa avec Laurent Désiré Kabila en 1997. Voulant rééditer l'exploit, un an plus tard, ils se heurtent à leurs alliés de Kinshasa et à la résistance populaire.

Étranges aussi ces affrontements entre Rwandais et Ougandais à Kisangani, au vu et au su d'une Monuc (Mission des Nations unies au Congo) impuissante à empêcher le massacre de civils pris entre deux feux. Outre la faiblesse de la communauté internationale, le jeu des alliances qui se font et se défont intrigue. En effet, les agresseurs d'aujourd'hui sont des alliés d'hier. Le Rwanda de Kagame et l'Ouganda de Museveni étaient de solides alliés du Congo de Kabila jusqu'en 1998. À partir de cette date, les deux parrains de Kinshasa sont devenus

2. En août 1998, les Kinois avaient frappé les opinions par des scènes extrêmement violentes qui avaient fait le tour du monde.

3. Cet article est issu d'une enquête sur les imaginaires de la guerre et du pouvoir réalisée en mai 2001 à Kinshasa, principalement dans les communes de N'Djili, Masina, Kimbanseke, Lemba, Kinshasa et Ngaliema. Cette enquête, qui a concerné les habitants des quartiers populaires, les « parlementaires debout », les *kadogo*, les artistes et les leaders des Églises et ONG, a été motivée par les observations que j'ai pu faire dans cette ville de novembre 1998 à juin 1999. J'ai conduit des entretiens semi-directifs avec une soixantaine de personnes prises au hasard des rencontres parmi les catégories ciblées. J'utiliserai également les résultats d'une enquête inédite menée (avec l'aide de l'Église romaine locale sous couvert de l'anonymat pour des raisons de sécurité) à Kisangani en juin 2000, après la « guerre de six jours », auprès des responsables locaux du RCD et des victimes des affrontements. J'ai recoupé ces données avec d'autres sources et ma connaissance de cette ville, où j'ai vécu et travaillé jusque fin octobre 1998. Voir mon ouvrage *Voter en temps de guerre*, Paris, L'Harmattan, 2001.

4. Voir le dossier « Figures de la réussite et imaginaires politiques », *Politique africaine*, n° 82, juin 2001.

5. Il s'agit d'une drôle de plaisanterie. Alors que, pour beaucoup de pays, tels l'Algérie, le Niger..., les habitants s'appellent des Algériens, des Nigériens..., Mobutu a choisi, pour son Zaïre, Zaïrois et non Zaïriens, au motif que ses habitants ne sont pas des « riens », des « nuls » et des démunis, mais des « rois » ayant tout pour eux : l'honneur, la noblesse, les richesses, un État puissant, etc.

6. Voir K. Abeli Meitho, *La Désintégration de l'armée congolaise de Mobutu à Kabila*, Paris, L'Harmattan, 2001 ; P. Yambuya Lotika Kibisi, *L'Autopsie d'une armée sans cœur ni âme*, Rome, auto-édition, 1996 ; P. de Dorlodot, « Marche d'espoir » *Kinshasa 16 février 1992. Non-violence pour la démocratie au Zaïre*, Paris, L'Harmattan, 1994.

7. Bula Matari, « casseur de pierres », est une métaphore de l'État colonial belge que Crawford Young considère comme le modèle-type de la force des États coloniaux dans son livre *The African Colonial State in Comparative Perspective*, New York, Yale University Press, 1994.

ses pires ennemis. Depuis août 1999, ces deux pays amis et alliés contre leur ancien protégé s'affrontent en RDC. Et les deux chefs d'État ne cessent de s'accuser mutuellement de préparer des agressions⁸. Nombre de Congolais considèrent cette foire comme une manœuvre tendant à prolonger leur présence en RDC pour continuer à la piller, le désordre constituant un véritable instrument politique⁹.

Insolites aussi les retournements d'alliances et la dynamique de scissiparité chez les rebelles et les *maï-maï*. Le RCD¹⁰ a éclaté en plusieurs groupes : le RCD/Goma, protégé rwandais, le RCD/ML de Wamba dia Wamba et le RCD/Lumbala, soutenus par l'Ouganda. Le MLC de Bemba, autre produit ougandais, n'a pas encore été infecté par le virus de la scissiparité, même si le grand FLC vient d'implorer avec la défection de Mbusa Nyamwisi. Chacune de ces bandes armées manipule ces petits groupes dits *maï-maï*. Ces coteries militaro-affairistes constituent des cocktails hétéroclites et explosifs du fait de leur composition incluant des caciques mobutistes et des irréductibles antimobutistes. En réalité, les « vrais » *maï-maï* combattent les troupes d'occupation et leurs alliés nationaux. Un conflit absurde, donc, qui se réduit au fil des jours à un engagement des forces étrangères sur le sol congolais, mis à part les milices *maï-maï*.

Étrange enfin l'attitude de la communauté internationale qui paraît être, sinon l'alliée, du moins la complice des agresseurs. Nombre de Congolais interrogés ont le sentiment que le monde entier, sous la houlette américaine, est ligué contre eux. Ils s'imaginent que tous les problèmes qu'ils rencontrent viennent de là. Trois arguments reviennent régulièrement dans les entretiens menés à Kinshasa en mai 2001. D'abord, mes interlocuteurs s'interrogent sur l'indifférence quasi générale au drame et à la tragédie des populations congolaises, qui semblent ne pas émouvoir le monde : il n'y a pas eu de mobilisation internationale comme au Timor ou aux Balkans. Ensuite, ils fustigent et dénoncent l'aide multiforme apportée aux pays agresseurs par l'Occident et les institutions de Bretton Woods. Enfin, ils voient la main et l'« hypocrisie » de la communauté internationale dans les crises des pays qui, ignorant les pressions des puissances, ont osé voler au secours du Congo. Tel est le cas du Zimbabwe¹¹, de la Namibie, du Tchad, du Soudan et même de l'Angola. Tous les troubles intérieurs à ces pays, concomitants ou postérieurs à la guerre en RDC, sont interprétés comme une manipulation occidentale visant à leur faire arrêter leur soutien à Kinshasa. On voit la main de l'Occident partout, au point d'oublier, voire de nier les responsabilités locales, nationales et régionales dans la crise. Une guerre étrange, donc, car s'il y a un point sur lequel tous les violons s'accordent, c'est bien le pillage des ressources nationales. Les lignes de front correspondent étrangement aux riches zones minières et agropastorales.

Dès lors, le conflit qui se déroule sur le territoire congolais est perçu comme une « affaire des autres », qui chercheraient soit à conserver, soit à acquérir d'importants intérêts et d'alléchants privilèges.

La guerre des autres

Lorsque l'on parle de la guerre des autres à Kinshasa, ce sont d'abord les pays de la sous-région, voisins ou non de la RDC, que l'on vise : le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi, l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie¹², dont des milliers d'hommes sont au front sur le territoire national. Les pays agresseurs sont supposés sous-traiter pour le compte de l'Occident tout en poursuivant leurs propres agendas politiques, militaires, mais surtout économiques. En revanche, les trois derniers alliés du gouvernement, même s'ils sont considérés comme des « amis », sont accusés de mollesse, voire de duplicité, surtout par les déplacés de guerre et les originaires des provinces occupées que j'ai pu interroger. Les habitants des quartiers périphériques estiment s'être libérés eux-mêmes des rebelles. Les *kadogo*, évitant les accrochages directs, se seraient tenus à bonne distance de l'ennemi, alors que les alliés zimbabwéens se limitaient à mener des bombardements aériens¹³. On voit ici clairement le paradoxe d'une guerre considérée comme une affaire des autres, mais que l'on investit jusqu'à prendre des initiatives et à s'attribuer une participation décisive dans son issue. Pour certains Kinois, la guerre s'est arrêtée là. La poursuite des hostilités à l'est ne les concerne plus. En revanche, d'autres Kinois, ceux qui ont des attaches dans les zones de conflit, entendent s'impliquer davantage. À Kisangani, l'impression d'une guerre étrangère est également perceptible, même dans les rangs des rebelles, comme en témoignent ces propos d'un soldat du MLC après « la guerre de six jours¹⁴ ». « À vrai dire, si cette rébellion appartenait

8. Dernièrement, Museveni affirmait détenir des preuves solides d'une agression imminente de son pays par Kagame, poussant l'audace jusqu'à saisir le ministre britannique de la Coopération.

9. P. Chabal et J.-P. Daloz, *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*, Paris, Economica, 1999.

10. J'emploierai ce sigle pour désigner le Rassemblement congolais pour la démocratie ; le RCD/ML pour le Rassemblement congolais pour la démocratie/Mouvement de libération ; le MLC pour le Mouvement de la libération du Congo ; et le FLC pour le Front de libération du Congo.

11. Sur la crise zimbabwéenne, lire le dossier « Zimbabwe, l'alternance ou le chaos », *Politique africaine*, n° 81, mars 2001.

12. Il faut noter cependant que le Zimbabwe, la Namibie et l'Angola sont nettement mieux perçus, même s'ils sont accusés de ne rien entreprendre pour chasser les agresseurs.

13. *Le Phare* du 7 novembre 2001 a titré « Incroyable mais vrai. Le Zimbabwe soutient le Rwanda contre le Congo à l'Unesco ». Ce journal croit savoir que, le 26 octobre 2001, à la 31^e session de la conférence générale de l'Unesco, le Rwanda a été élu au comité exécutif grâce au Zimbabwe, qui a voté contre la RDC, mais pour le Rwanda.

14. Les affrontements des armées ougandaises contre les armées rwandaises en juin 2000 à Kisangani.

vraiment aux Congolais, ils n'auraient jamais fait les horribles massacres de leurs compatriotes ni fait usage d'armes de destruction massive dans une agglomération urbaine si importante. Partout des fosses communes : de Bangboka à Kapalata, de Simisimi à Mangobo. Les tombes d'inconnus ne se comptent pas, sans parler des cadavres jetés au fleuve et à la rivière¹⁵. »

Les autres, ce sont également et surtout les élites congolaises qui poursuivent par les armes leur (con)quête du pouvoir, de l'enrichissement et de l'État. Pour elles, faire la guerre, c'est continuer la politique ordinaire et même l'économie par d'autres moyens. Cette opinion est d'ailleurs unanimement partagée par toutes les personnes avec lesquelles j'ai pu m'entretenir. Venu participer à une rencontre nationale des musulmans congolais, un délégué de la province de l'Équateur, n'ayant pu retourner sur ses terres à cause de la guerre, a même exprimé sa colère en exhortant les élites qui se disputent le pouvoir à se battre à l'ancienne sur un ring et à laisser la population tranquille. Plusieurs fois, j'ai entendu des gens me déclarer : « *Biso moko nde tokotisi bandoki na ndako*¹⁶ » (« c'est nous-mêmes qui avons introduit les sorciers chez nous »). Selon de nombreuses traditions congolaises, un sorcier ne peut faire de mal à un inconnu qu'avec la complicité d'un parent de la victime. De ce fait, toute personne collaborant avec un sorcier étranger s'exclut de la communauté, puisqu'elle rompt la force vitale de son groupe. « La guerre, c'est un problème d'entente. C'est nous-mêmes, on est comme des pions. Ce n'est pas les Blancs », insiste un chômeur originaire de l'Équateur¹⁷.

Certains pensent même qu'il s'agit d'un affrontement entre l'ancien régime (de Mobutu) et le nouveau (des Kabila). Point de vue exprimé plutôt par des personnes proches de l'ancien régime. Le *nous*, c'est l'élite congolaise. Faute de légitimité au sommet de l'État, une faiblesse structurelle et chronique du Congo, cette nouvelle élite s'est souvent compromise, préférant d'obscures alliances à une saine compétition électorale pour l'accès au pouvoir. « Ce sont les politiciens qui assument cette responsabilité et ce sont eux qui répondront de cela devant Dieu le Père. Dans la mesure où ce sont eux qui ont conclu des contrats qui font que le peuple congolais est aujourd'hui l'otage des autres peuples du monde¹⁸. » Dès lors, ces élites sont perçues comme des traîtres, des complices des « sorciers » qui endeuillent la collectivité. Elles deviennent ainsi étrangères à la nation. Déconnectées du peuple, obsédées par la quête du pouvoir, elles sont finalement considérées comme insensibles à la tragédie populaire. Un fidèle des nouvelles Églises qui pullulent à Kinshasa en conclut que « la solution au problème de l'heure c'est de devenir un homme nouveau et de refuser de trahir son peuple, ses frères au nom d'un certain pouvoir¹⁹ ». Il n'est pas rare, à Kinshasa, de rencontrer des gens qui ne connaissent ni les noms des groupes rebelles ni ceux de leurs chefs, en dépit de la circulation de

l'information relayée par la presse locale, peu lue, mais abondamment véhiculée de bouche à oreille, les médias internationaux, très écoutés, les « parlementaires debout » ou la rumeur. Cela me paraît tout à fait symptomatique de cette image d'une guerre importée et imposée de l'extérieur. La préoccupation prioritaire des gens se situe ailleurs, dans leur guerre pour la survie quotidienne. L'étiollement du militantisme politique par rapport aux années 1990-1995 est notable et révélateur de cette situation. Nombre de ceux qui ont adhéré aux CPP (Comités de pouvoir populaire) l'ont fait dans l'espoir de trouver un gagne-pain. Ces CPP ont d'ailleurs été très vite « rebaptisés » par les Kinois : « Congo Pasi na Pasi », littéralement « Congo souffrance et souffrance » pour les uns ; « Congo Poto Poto », « Congo la boue », pour les autres ; ou encore « Club des Planteurs de Pelouse » (allusion aux activités d'intérêt public réalisées par certains CPP, étudiants notamment, dans l'aménagement de l'espace en plantant du gazon et des fleurs à Kinshasa).

Enfin, « les autres », pour certains habitants de la capitale (principalement les ressortissants de l'Ouest : provinces du Bas-Congo, Bandundu), c'est le Kivu, l'est du pays. Ils ont l'impression que la guerre est d'abord un enjeu local de la lointaine province du Kivu. Lointains aussi semblent les affrontements d'août 1998 dans la métropole congolaise, même si leur souvenir est encore vivace²⁰. Qui plus est, certains s'étonnent que des questions régionales puissent affecter l'ensemble du pays, souhaitant ardemment qu'elles trouvent leur solution localement. « Nos frères du Kivu devraient arranger leur problème là-bas avec les Banyamulenge au lieu de mettre tout le pays à feu et à sang. C'est trop. C'est vrai, nous on n'a pas de problème avec nos voisins kongo de l'Angola ou de Brazza », m'a confié un journaliste de l'Agence congolaise de presse²¹. La presse, justement, est largement mise à contribution par les autorités gouvernementales pour renforcer cette perception d'une guerre étrangère. En réfutant la thèse des rébellions internes, en niant toute légitimité à l'action de leurs chefs et en faisant campagne sur le thème de l'agression extérieure, le pouvoir de Kinshasa conforte la population dans sa représentation de la guerre. Pour le gouvernement, les rébellions internes demeurent une création artificielle des agresseurs. Leur reconnaissance officielle a été arrachée sous la

15. Propos recueillis par P. K. avec l'aide de l'Église romaine locale, Kisangani, juin 2000.

16. Entretien, Kinshasa, mai 2001.

17. *Idem*.

18. P. G. Boy et P.-T. Yassa, « Les Kinois réagissent au discours de Joseph Kabila », *L'Avenir*, 18 octobre 2001.

19. *Ibid.*

20. Voir la contribution de G. de Villers et J. Omasombo Tshonda dans ce même numéro.

21. Entretien, Kinshasa, mai 2001.

menace armée et diplomatique extérieure, et sans conviction. Or, s'il est vrai que ces rébellions ont été montées de toutes pièces, il n'en demeure pas moins qu'elles existent. Le pouvoir actuel oublie vite qu'il a lui-même emprunté la même voie en 1996-1997. Même si ses troupes, alors rebelles, avaient été finalement accueillies en « libérateurs », il y avait bien eu de sérieuses hésitations quant au soutien et au crédit à leur apporter en raison de la place trop éminente et du rôle décisif du Rwanda et de l'Ouganda dans le mouvement de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) vainqueur de Mobutu.

Des Congolais sont sans cesse plus nombreux à penser que le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi et les mouvements rebelles ne sont que la partie visible de l'iceberg dans ce conflit armé qui ravage la patrie de Lumumba. La partie invisible, ce serait tout le monde occidental, qui lorgne avidement les richesses congolaises.

L'Occident, chef d'orchestre ?

Car lorsqu'on évoque les autres, il s'agit par dessus tout de l'Occident, avec les États-Unis en tête de peloton. Il y a aussi la France, le Royaume-Uni, la Belgique, etc. Il est toutefois étonnant que l'Allemagne, dont les entreprises ont été pointées par le panel des experts onusiens, ne soit pas nommément citée par les personnes interrogées. Les manifestations « anti-Blancs » qui ont eu lieu lors des obsèques de Laurent Désiré en janvier 2001 traduisent bien un malaise, sinon une hostilité perceptible à Kinshasa²². Certes, il convient de rappler les manipulations propagandistes des CPP. S'il est permis d'émettre une certaine réserve pour Kinshasa, en revanche, pour Kisangani occupée l'exercice devient difficile. Là aussi, l'Occident est ouvertement accusé de partialité en faveur des agresseurs. Certaines voix estiment que la RDC est victime d'agression et d'injustice. On cite au passage l'ancien ministre des Affaires étrangères de Laurent Désiré Kabila, Yérodi Ndombasi, sous le coup d'un mandat d'arrêt international émis par la justice belge. L'opinion voudrait que pareilles poursuites soient aussi menées à l'encontre des chefs politiques et militaires ougandais et rwandais. Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. L'idée de l'extension de la compétence du Tribunal international d'Arusha à la guerre en RDC n'a guère fait son chemin, même si elle fut maintes fois exprimée par des ONG des droits humains. C'est ce sentiment de parti pris occidental qu'exprime un ingénieur de Kisangani ayant perdu des proches dans cette guerre qu'il ne comprend pas. Il accuse nommément des puissances occidentales.

« Quand je pense aux miens, morts pour rien dans cette guerre aussi criminelle qu'insensée, et quand je vois comment la communauté internationale, spécialement les États-Unis et la Grande-Bretagne, font preuve de partialité, soutenant incompréhensiblement les rebelles et leurs alliés, je me demande s'il y a encore dans le monde des gens sérieux et des pays où l'on veille aux droits de l'homme. Car la façon dont on gère ce terrible dossier de la guerre au Congo, la guerre de Kisangani et nous, victimes innocentes, ne fait qu'accroître le traumatisme de notre pauvre peuple²³. »

Pour nombre de Congolais, la complicité de l'Occident appuyant leurs ennemis est une vérité indiscutable et établie. Plusieurs raisons sont évoquées à ce sujet. D'abord, le Rwanda et l'Ouganda sont de petits pays pauvres qui n'ont nullement les moyens de mener une campagne militaire aussi longue et coûteuse. S'ils l'ont conduite, c'est avec le soutien des grandes puissances, dont les États-Unis, avec lesquels ils ont signé des accords de coopération, notamment militaire²⁴. Le pays de Museveni, allié de la première puissance mondiale, apparaît de plus en plus comme son gendarme sous-régional. Ensuite, l'aide des institutions de Bretton Woods à ces deux pays se poursuit malgré leur engagement militaire en RDC, alors que le Zimbabwe, allié de Kinshasa, n'est plus en odeur de sainteté auprès d'elles depuis l'envoi de son corps expéditionnaire dans le conflit. Enfin, les Nations unies ont mis du temps à admettre l'agression de l'ancien « royaume » de Mobutu, et davantage encore pour la condamner. Leurs résolutions tardent à être appliquées. Pendant ce temps, les ressources congolaises pillées profitent à tous, y compris à des entreprises occidentales²⁵. En visite à Kampala les 26 et 27 mai 2001, le secrétaire d'État américain Colin Powell, ayant écarté tout reproche aux nouveaux poulains africains de l'oncle Sam pour la mort de centaines de milliers de victimes au Congo²⁶, montre à quel point les États lointains, y compris les plus

22. En mai 2001 à Kinshasa, un jeune fonctionnaire m'a dit : « Les Blancs envient nos richesses minières et autres, ils en ont tellement besoin qu'ils sont prêts à nous diviser et à nous combattre pour les exploiter. Mzee voulait mettre fin à cela, ils l'ont tué. Mais, nous les vaincrons un jour. »

23. Propos anonymes recueillis par P. K. avec l'aide de l'Église romaine locale, Kisangani, juin 2000.

24. Il faut dire qu'en août 1998 à Kisangani, afin d'obtenir l'adhésion des élites provinciales et des masses, la propagande rebelle prétendait que la guerre était déclenchée avec le soutien appuyé des États-Unis et que la victoire militaire, certaine, n'était qu'une question de temps.

25. La démission de la présidente du panel des experts de l'Onu sur l'exploitation illégale et le pillage des ressources congolaises est venue conforter cette impression d'une main obscure très puissante qui commande. Son équipe a fourni un travail accablant sur le pillage des richesses en cours en RDC, mettant notamment en évidence les profits réalisés par des entreprises occidentales (dont certaines américaines).

26. L'ONG International Rescue Committee a dressé un lourd bilan des trente premiers mois de la guerre : 2 500 000 morts, soit 83 333 par mois et 2 778 par jour, victimes directes ou indirectes des opérations militaires.

puissants, ne restent pas indifférents au pillage des ressources naturelles des pays en crise. Destinataires majeurs de métaux rares comme le coltan, il n'est pas étonnant que ces puissances extérieures soient perçues comme responsables, sinon alliées ou complices, de la guerre et du pillage.

À cet égard, la dénonciation peu enthousiaste des crimes commis au Congo et le refus d'imposer des sanctions au Rwanda et à l'Ouganda pour des comportements ailleurs sévèrement sanctionnés, comme dans les Balkans ou au Timor, prouvent à suffisance l'hypocrisie du discours occidental sur les droits humains, lesquels sont subordonnés aux intérêts économiques et stratégiques. Partant, il est clair que « le nouveau type de dirigeant africain », qui ose apporter « des solutions africaines aux problèmes africains » dans la région des Grands Lacs et dont les qualités sont hautement appréciées à Washington, se situe bien dans la lignée des chiens de garde de l'impérialisme et est perçu comme tel par des pans entiers de la population kinoise.

Les premiers gestes politiques de Joseph Kabila sont assez symptomatiques de cette vision pragmatique qui veut que l'on rassure d'abord et avant tout l'extérieur. Le jeune chef d'État semble avoir bien compris cette leçon. La reconnaissance de Ket Masire (médiateur dans le dialogue intercongolais) tant souhaitée par la communauté internationale, l'autorisation du déploiement de la Monuc, de nombreux voyages à l'étranger (dans les capitales occidentales, en particulier) en témoignent. Cette action diplomatique tous azimuts a certes accru son crédit politique, mais n'a pas suffi à sa légitimation. S'attelant à la politique intérieure, deuxième volet de son action, le nouveau maître de Kinshasa multiplie des gestes de portée politique significative (retour au multipartisme, « hibernation » des caciques du régime de son père, tournées dans l'arrière-pays, etc.). Même ici, le signal semble destiné en priorité à l'extérieur. Les décisions prises sont celles exigées comme gage de volonté de changement. En plus, les partis politiques notamment ont dû attendre assez longtemps avant de jouir effectivement de leurs droits. Certains caciques mis sur la touche²⁷ jouent encore un rôle non négligeable alors que d'autres, tels Mweze Kongolo (pourtant ouvertement cité dans le pillage de la Minière des Bakwanga), ont conservé des postes clés dans le gouvernement. « Bébé » Kabila va même jusqu'à vouloir payer les fonctionnaires de l'État se trouvant dans les territoires occupés. Cette dernière décision a suscité la colère des fonctionnaires kinois, très mal payés. En zone rebelle, elle a en revanche été accueillie avec enthousiasme par les intéressés, qui ont organisé une marche, notamment à Kisangani et à Bukavu, pour obliger le RCD à autoriser cette paie. Manifestation qui sera réprimée à Bukavu par l'armée du RCD, entraînant la mort de Bahaya, élève à l'Institut supérieur pédagogique de Bukavu, et blessant un prêtre xavérien. *L'Avenir*, rappelant le soutien de Washington à Ben Laden devenu depuis le

pire ennemi de l'Amérique, relate l'événement en mettant en garde les États-Unis contre Kigali et Kagame. Ce dernier, « visiblement protégé par les grandes puissances », est accusé par le quotidien de la capitale congolaise de se distinguer par des tueries et des attaques contre l'Église catholique²⁸. Celle-ci vient une fois de plus d'appeler à un ferme engagement de la communauté internationale en faveur de la RDC par la bouche d'un de ses prélats, le cardinal Etsou.

« UNE GUERRE LONGUE ET POPULAIRE ²⁹ »

Lorsque L. D. Kabila prédisait une guerre longue et populaire, il ne mesurait sans doute pas la portée prophétique de ses propos. Le peuple s'est investi dans les affrontements et a même frappé les opinions par les atrocités commises sur les rebelles ou supposés tels, notamment dans les rues de Kinshasa en août 1998. Ailleurs dans le pays, il ne s'est pas montré moins hostile. D'un bout à l'autre de celui-ci, il a montré partout son opposition à la « libération », à quelques exceptions près³⁰.

« Pour leur dire notre ferme opposition »

En août 1998, l'opinion publique avait été choquée par les images de personnes brûlées vives, un pneu autour du cou, par des jeunes déchaînés et hilares. Interrogés sur ces actes, plusieurs habitants des quartiers périphériques de la capitale congolaise m'ont affirmé qu'il s'agissait pour eux d'exprimer clairement leur ferme opposition à la nouvelle guerre et de montrer qu'ils ne transigeraient pas. En étendant ce « supplice du collier » aux sorciers, ils entendaient faire d'une pierre deux coups en tuant tous les éléments dangereux pour la société nationale³¹. Il fallait purifier la société de ses éléments nocifs et des humiliations qu'ils lui avaient fait subir. À Kinshasa comme ailleurs, « la répression de la collaboration et de l'occupation est globalement perçue comme une

27. Yerodia Ndombasi et Mawapanga Mwana Nanga ont assuré un « stage de recyclage » de tous les ministres nommés par Joseph Kabila.

28. K. Mukishi, *L'Avenir*, 17 septembre 2001.

29. Propos de Laurent Désiré Kabila en août 1998, au début de la guerre.

30. Il y a eu, par exemple, un accueil enthousiaste initial de Jean-Pierre Bemba en Équateur. Cet enthousiasme est vite retombé devant les exactions multiples des soldats impayés sur les populations civiles. Coupée du reste du monde, réduite à vivre comme à l'âge de la cueillette, pillée et ruinée au nom de la « libération », la population de l'Équateur en est arrivée à exiger de plus en plus ouvertement le départ de Bemba, en qui elle avait cru voir un fils du terroir, épris des siens et de sa terre.

31. Voir F. De Boeck, « Le "deuxième monde" et les "enfants sorciers" en République démocratique du Congo », *Politique africaine*, n° 80, décembre 2000.

nécessité historique, comme un acte de salubrité publique et une condition du renouveau, comme la seule réponse possible à la trahison, à la délation et à l'intelligence avec l'ennemi, comme la sanction légitime des crimes politiques majeurs³². » Y prendre part était un motif de fierté, de joie et de consolation. La gravité du traitement constituait donc un avertissement censé dissuader définitivement l'ennemi et ses alliés. La sentence sans appel de la mort par le supplice du collier signifiait que le Congo n'était pas à vendre. La guerre, moyen banal d'accès au pouvoir d'État et à ses ressources par une poignée d'aventuriers financés par l'étranger, était désormais rejetée. Par cette violence mise en scène, « le bas » avait dit son mot et pris sa revanche³³.

Revanche sur les soldats rwandais et ougandais qui, arrivés à Kinshasa dans la mouvance de l'AFDL de Kabila, n'avaient pas tardé à se mettre à dos les Kinois en voulant les « civiliser » par l'imposition de certaines règles (interdiction du port du pantalon et des collants aux femmes, prescription des positions et du nombre des passagers dans les « Combi » [minibus VW assurant le transport « public » à Kinshasa], etc.) et diverses humiliations publiques (flagellation, fait de déshabiller les femmes portant des tenues sexy), verbales ou physiques. Les habitants de la capitale se sont également vengés des ex-FAZ, dont le souvenir des exactions était encore vivace. Lors de la chute de Kinshasa, ils n'avaient pas vraiment participé à la libération de leur cité, subissant en quelque sorte la victoire de l'AFDL. En août 1998, ils se sont libérés eux-mêmes en se battant dans les rues contre les rebelles.

Revanche également sur les autorités de l'AFDL, en majorité issues de la diaspora, qui les méprisaient pour avoir été incapables de chasser Mobutu du pouvoir et pour avoir chanté sa gloire. En participant directement aux combats, les Kinois ont ainsi montré la force qu'ils revendiquaient pour avoir affaibli Mobutu de l'intérieur, en l'obligeant notamment à se replier dans son bunker de Kawele. De cette manière, ils ont libéré leurs « libérateurs » d'une sérieuse menace armée et de la coupe des parrains rwandais et ougandais. Laurent Désiré Kabila, en allant les rencontrer et les féliciter en août 1998, une fois l'ennemi défait – pour la toute première fois après sa prise de pouvoir en mai 1997 –, consacrait cette fierté légitime. Les habitants des quartiers les plus touchés par les batailles furent exemptés de payer leurs consommations d'eau et d'électricité pendant plusieurs mois. Ils se sont également émancipés des *kadogo*. J'y reviendrai ultérieurement.

« Qu'avons-nous donc fait pour être ainsi humiliés dans notre dignité ? »

L'invasion-occupation du Congo est vécue comme une humiliation. Humiliation d'être vaincu par un peuple moins nombreux, venu d'un minuscule pays, humiliation d'assister impuissant au pillage de ses ressources, au massacre des

siens, au viol des proches, de subir la loi du vainqueur. Quand on aborde la question avec les habitants de la capitale, ils disent leur colère, comme ce jeune enseignant kinois qui m'a confié, en mai 2001 : « Je n'arrive pas à croire que des petits pays comme le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi aient pu nous humilier à ce point. » Les ressortissants de l'est du pays n'hésitent pas alors à sortir des clichés et des préjugés négatifs sur les Rwandais, accusés de tous les noms. « Ce sont des gens inoffensifs et discrets, mais très rusés, me disait une habitante de Kinshasa originaire du Sud-Kivu. Nous avons pourtant mis en garde, si nous avons été écoutés³⁴ ! » « Le génocide dont nous avons été victimes laisse des blessures dans mon cœur. Ceux qui pouvaient m'enterrer viennent de mourir sans que je sache ce qu'ils avaient pu faire aux Rwandais, Ougandais et rebelles pour mériter ce sort³⁵. » Tel est le cri d'un père d'une famille décimée par la guerre de six jours à Kisangani. « Je ne veux pas commenter ce que j'ai vu en rapport à ces tueries planifiées [...]. Jamais dans une guerre un soldat ne peut se mettre à tirer dans toutes les directions, sur toutes les maisons, de la plus basse à la plus haute, sur les corps qui bougent encore, même des bébés sur le dos de leurs mères déjà mortes. Au niveau de la 9^e avenue, deux enfants qui traversaient la rue ont été tués à bout portant par les militaires rwandais, ce qui provoqua l'indignation des militaires congolais et une grosse altercation entre eux³⁶. » Cette humiliation n'est pas ressentie uniquement par les populations, des responsables rebelles congolais civils ou militaires la portent dans leur chair. Un responsable local du RCD à Kisangani exprime son indignation et sa colère en ces termes : « À mon retour à la maison j'ai pu constater que la maison avait souffert. Mais, curieusement, le plus révoltant pour moi ce n'étaient pas les dégâts causés par les balles ou l'obus mais l'humiliation de constater que les soldats rwandais, qui avaient occupé la maison, avaient utilisé mon congélateur comme latrines. C'est ce sans-gêne, cette volonté d'humilier qui m'ont fait mal. Il n'y a pas de termes appropriés pour qualifier ce genre de comportement. Même les autorités locales n'ont pas été épargnées, les "alliés" ne ratant pas l'occasion de les humilier³⁷. »

32. P. Laborie, « Violence politique et imaginaire collectif : l'exemple de l'épuration », in M. Bertrand, N. Laurent et M. Taillefer (dir.), *Violences et pouvoirs politiques*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1996, pp. 205-216.

33. J.-F. Bayart, « La revanche des sociétés africaines », in J.-F. Bayart, A. Mbembé et C. Toulabor, *Le Politique par le bas en Afrique*, Paris, Karthala, 1992, pp. 65-106.

34. Entretiens, Kinshasa, mai 2001.

35. Propos anonymes recueillis par P. K. avec l'aide de l'Église romaine locale, Kisangani, juin 2000.

36. *Idem*.

37. *Idem*.

Abandonnés et oubliés de tous

Il ressort de mes enquêtes menées à Kinshasa en mai 2001 que la population a l'impression qu'on ne lui apporte pas toute l'assistance nécessaire dans la situation périlleuse qui est la sienne. « Pourquoi les États agresseurs connus ne sont-ils pas punis, ne paient-ils pas de leur acte ? Notre sort n'émeut personne³⁸. » « S'agit-il finalement d'une guerre entre deux armées étrangères ou encore est-ce la guerre de deux armées qui se battent contre une population sans défense ? Il n'y avait aucune présence militaire dans le quartier, comment donc expliquer cette tuerie sans penser à une vaste machination contre la population de ce pays ? Il est certain que la communauté internationale nous a abandonnés parce qu'il s'agit de rebelles et leurs alliés soutenus par des grandes puissances. Je pense que les vies humaines doivent être protégées aussi bien à Kisangani qu'à Kigali³⁹. » La population se sent abandonnée par son État, ses autorités, jugées incapables d'en finir avec la guerre en imposant une défaite à l'ennemi, de payer les fonctionnaires, d'améliorer la situation sociale, d'assurer le service public comme l'éducation, la santé, le transport, les postes et télécommunications, etc. Les soldats estiment que les autorités ne leur donnent pas les moyens de faire la guerre pour chasser l'ennemi du territoire national (munitions, armes, provisions, permissions, soins médicaux, protection des familles restées en ville ou casernes). Ils se sentent abandonnés également des alliés. On dénonce un gaspillage des ressources pour les étrangers qui ne se battent pas. « Quelle ville ont-ils déjà repris depuis qu'ils sont là ? Ils ne font que promettre une grande offensive. Ils ne font que garder les aéroports ou autres sites, mais ils sont payés en dollars et bien équipés et nourris. Si on nous donne ce qu'ils ont, déclare un jeune *kadogo*, la guerre finira bientôt⁴⁰. » Abandonnés, enfin, de la communauté internationale. « Si on ne veut pas nous donner des casques bleus, qu'ils nous donnent au moins des armes et nous nous défendrons », affirme un jeune originaire du Maniema⁴¹.

Punis et maudits par Dieu

Ils sont nombreux à Kinshasa à penser que les Congolais sont punis et maudits par Dieu. « Notre problème, c'est la réconciliation avec Dieu. Nous nous sommes trop éloignés de Dieu en faisant de Mobutu un dieu. Notre société est corrompue. Regardez autour de vous, vous verrez : la prostitution, la sorcellerie, le fétichisme, le vol, la "bureaugamie", la jalousie, etc. » Ces propos d'une jeune étudiante de Kinshasa sont typiques du discours religieux véhiculé par les Églises indépendantes, qui promettent des miracles en échange de la conversion et des semailles. Pour plusieurs pasteurs, le mal congolais vient de ce qu'on n'a pas donné à Dieu son dû, comme du temps de Sodome et Gomorrhe. Il faut donc jeûner, prier. Pour un peuple affamé, que signifie jeûner ?

Un fidèle m'a dit que l'avènement de Joseph Kabila était la voie de la sortie d'Égypte pour la RDC. Cela fait en effet quarante ans depuis l'indépendance, soit le temps nécessaire de purification dans le désert avant d'entrer en terre promise : cinq ans de Kasa Vubu, trente-deux ans de Mobutu et trois ans de L. D. Kabila ! Tous les infidèles, y compris les chefs, sont restés dans le désert. Une note spéciale est attribuée à la mauvaise conduite des autorités, dont le peuple paie le prix. On ne manque pas d'espérer et d'exiger la justice et la mémoire.

Un ressortissant de Kisangani le dit nettement : « Oui, impossible pour moi d'oublier le génocide organisé par les agresseurs avec la complicité de toutes les autorités politiques et militaires tant du RCD que du MLC. Tous ceux qui encore aujourd'hui s'emploient à occulter les vrais chiffres du massacre dans le but de banaliser la guerre de Kisangani seront tôt ou tard traités de la même manière que les criminels de guerre. » Un ingénieur ayant perdu des proches dans la guerre de Kisangani lui fait écho : « Si je vous livre maintenant ce témoignage c'est parce que je veux que personne n'oublie ce qui s'est passé ici à Kisangani et pour qu'un jour mon témoignage puisse servir à poursuivre les auteurs de ce forfait, si un jour ils sont identifiés, et qu'ils payent ainsi ce crime contre l'humanité⁴². » En attendant une improbable justice humaine, on fait appel à celle de Dieu. « Que Dieu lui-même juge ceux qui ont aidé les armées étrangères à se comporter ainsi sur notre territoire national⁴³ ! » conclut une jeune fille orpheline.

Certains acteurs de la guerre redoutent sérieusement cette soif de justice et cachent mal leur appréhension. « Nous avons tué, nous avons massacré notre peuple innocent en obéissant aux ordres de ceux qui ne cherchent que leur intérêt. Mon travail consistait à identifier les cibles pour aider les experts à bien évaluer les chiffres au cas où ils seraient aux prises à des poursuites judiciaires. J'ai déjà expédié les images de Kisangani à qui de droit. Maintenant je ne suis lié à aucun contrat. Mon sort est celui qui sera réservé à tous les criminels de la rébellion », avoue Tigre, espion du MLC, avant de poursuivre : « mais tout cela n'est rien si l'on compare aux armes non conventionnelles employées. En l'occurrence des bombes à gaz toxique. Quand nous ramassions les cadavres militaires nous ramassions aussi ces armes toxiques, pour effacer toute trace qui pourrait mener à une enquête gênante⁴⁴ ».

38. Interrogation d'une enseignante originaire de la province orientale installée à Kinshasa. Entretiens, Kinshasa, mai 2001.

39. Propos d'une jeune femme de Kisangani en juin 2000.

40. Entretiens, Kinshasa, mai 2001.

41. *Idem*.

42. Propos recueillis par P. K. avec l'aide de l'Église romaine locale, Kisangani, juin 2000.

43. Entretiens, Kinshasa, mai 2001.

44. Correspondance particulière.

IMAGINAIRES ET PERCEPTIONS DU POUVOIR

Dans quelle mesure cette guerre à la fois lointaine et « populaire » influence-t-elle les perceptions communes du pouvoir ? La violence modifie-t-elle les imaginaires politiques ? Contribue-t-elle à l'érosion de certaines figures de la légitimité et à l'affirmation de figures alternatives du pouvoir légitime ?

Force des armes, faiblesse du pouvoir

À l'issue de nos enquêtes, il ressort que le pouvoir des armes apparaît faible aux yeux du grand public. Faible du fait de son incapacité à résoudre les problèmes sociaux et économiques. Faible puisqu'il ne parvient pas à rassembler un large consensus autour de lui, attire d'autres aventuriers armés qui ont découvert la force des armes sans en soupçonner la faiblesse. Il est difficile de satisfaire également tous ses compagnons d'armes : face au mécontentement, il est fait recours au règlement de comptes et à l'usage de la terreur pour rester en place.

La logique « jusqu'au-boutiste » de la guerre a montré ses limites, dévoilant par la même occasion la faiblesse du pouvoir des armes. Une jeune femme originaire de l'Équateur estime que « Mobutu avait commis l'erreur de ne compter que sur la DSP, la garde civile et l'armée, oubliant de s'occuper du peuple. Pourtant, le peuple, c'est la meilleure sécurité. S'il était bien avec les gens, il ne serait pas mort et enterré dans l'anonymat à l'étranger⁴⁵ ». Malgré sa fameuse garde présidentielle et sa garde civile, Mobutu n'a pas pu résister longtemps face au feu rebelle. Il a dû fuir sa terre natale dans l'humiliation. Ses tout-puissants généraux, tels Nzimbi ou Kpama, ont connu le même sort. L'idée de la force populaire, par opposition à la faiblesse de la légitimité combattante ou militaire, ressort bien de ces propos d'un jeune de Kingasani, quartier populaire kinois : « C'est nous qui avons sauvé Mzee et son régime quand les *kadogo* détalaienent ou se cachaient au plus fort des combats ici. Mzee a reconnu cela et il est venu nous remercier et nous féliciter. On a fait plusieurs mois sans payer ni l'eau ni l'électricité à cause de ça. Quand nous disons aux autorités d'améliorer nos conditions de vie, ils préfèrent corrompre des politiciens et des généraux. Elles oublient que nous sommes une grande puissance⁴⁶. »

Laurent Désiré Kabila, un potentat au panthéon de la mémoire nationaliste

Laurent Désiré Kabila n'a ni attendu ni eu besoin des élections pour jouir d'une sanction populaire positive, à titre posthume. Ses assassins ont fait avancer sa cause et réalisé son rêve, qui était aussi celui de son prédécesseur : devenir un héros et marquer durablement l'histoire congolaise. Son élimination

apparaît à nos interlocuteurs comme une confirmation de la thèse qu'il a toujours défendue, à savoir que le pays est en guerre parce que ceux qui l'ont toujours pillé et exploité veulent continuer. « Le Congolais doit lutter pour sa liberté », disait l'ancien maquisard. « Vaincre l'agresseur est un devoir sacré », lit-on encore aujourd'hui sur les autobus de la Gesac, et « La paix se gagne. Battons-nous pour la reconquérir », sur ceux de Citytrain⁴⁷. Tels sont, outre les effigies du Mzee, usées par la pluie, visibles sur les places publiques à Kinshasa, les vestiges du locataire du Palais de marbre. « Après Lumumba, le seul compatriote qui m'a redonné la fierté et la dignité de Congolais, c'est Mzee Kabila. C'était un nationaliste. Il est mort pour avoir osé dire non aux Blancs, aux puissants ; c'est des lâches. Ils ne voulaient pas de lui puisqu'il a refusé de leur laisser le libre accès à nos richesses congolaises. J'ai pleuré à sa mort et remis mon costume que je n'ai plus porté depuis des années⁴⁸. »

Des pans entiers de la population kinoise et boyomaise partagent ce point de vue, quels que soient leurs milieux, leur âge ou leur sexe, excepté la classe politique. Kabila assassiné est devenu un héros populaire adulé, faisant oublier sa gestion politique calamiteuse et suicidaire. Le meurtre de Mzee a transformé l'ancien maquisard devenu en 1997 président de la RDC en un digne martyr de l'impérialisme international sur les traces de Lumumba. Un héros tué par l'ennemi sur le « champ de bataille⁴⁹ ».

Joseph Kabila, un bébé dans la cour des grands

Fort de la légitimité « nationaliste et héroïque » acquise de manière posthume par son père, et du soutien des alliés paternels étrangers, le fils Kabila a très vite conquis une popularité. La plupart des sondages d'opinion réalisés à Kinshasa le créditent toujours de plusieurs points loin devant d'autres politiciens congolais⁵⁰.

Il a eu également la sagesse, contrairement à son père, de s'ouvrir rapidement aux exigences de l'Occident. Ces deux atouts majeurs lui ont donné en partie les coudées franches pour se débarrasser de caciques encombrants. Mais son ouverture au monde occidental a un goût amer. Il est notamment accusé de brader le pays pour consolider son pouvoir. « Pourquoi l'enquête [sur

45. Entretiens, Kinshasa, mai 2001.

46. *Idem*.

47. La Gesac et le Citytrain sont deux compagnies de transport public à Kinshasa.

48. Propos d'un vieux fonctionnaire. Entretiens, Kinshasa, mai 2001.

49. Il a été abattu dans son bureau du Palais de marbre alors qu'il s'apprêtait à aller à Yaoundé au sommet de la Francophonie.

50. Voir les sondages réguliers du Berci (Bureau d'études, de recherche et de consulting international).

la mort de son père, NDA] n'avance pas ? Nous ne saurons peut-être jamais qui a tué notre Président ; pourtant, il était un grand nationaliste. Je ne sais pas si nous aurons encore un Président comme lui. Je n'avais pas pleuré mon père. Mais, avec la mort de Mzee, c'était plus fort que moi, je me suis surpris en train de pleurer⁵¹. » S'agissant justement de consolider le pouvoir politique, le nouveau Président a redéfini le rôle de l'armée, dont il est lui-même une émanation, en la cantonnant dans sa mission classique : défendre l'intégrité territoriale pour assurer la stabilité des institutions et la paix civile. Il a séduit ses compatriotes par son discours, même s'il ne les a pas encore complètement ralliés à lui. Y arrivera-t-il jamais ? Rien n'est moins sûr, tant les attentes populaires sont immenses.

En même temps, certaines des personnes interrogées estiment qu'il a levé l'isolement du Congo et fait progresser la cause nationale à grands pas. Mais à quel prix ? Des voix s'élèvent contre la tendance : « Les Blancs voulaient une marionnette, maintenant qu'ils l'ont, qu'ils aident alors le Congo⁵². » « C'est pire qu'avant parce que "bébé Kabila" accepte tout ce qu'on lui demande sans attendre ni exiger de contrepartie. Mzee pouvait dire non, même à ses alliés du Zimbabwe ou de l'Angola, sans parler de l'Occident. Le bébé dit oui à tout⁵³. »

Étienne Tshisekedi, le vertige d'un sphinx

L'homme de la 12^e rue, à Limete, ne fait plus fantasmer les habitants des quartiers populaires ni les fonctionnaires pour qui il était une idole. Après son long exil européen, son retour a plutôt suscité des inquiétudes. Un infirmier de l'hôpital général de Kinshasa, fervent et inconditionnel militant de l'UDPS, amer, regrette que les gens ne comprennent pas le sens de la lutte de son leader. « Des amis et des collègues de service m'ont dit qu'ils ne voulaient plus de ville morte, de marche, etc., et ont accusé le président [de l'UDPS] de faussetés⁵⁴. » En effet, trois griefs principaux sont imputés au « sphinx de Limete » : la demande des sanctions contre la RDC lors de son séjour européen, les accords passés avec les rébellions armées, la « professionnalisation » de l'opposition. Quand on connaît la misère croissante de la patrie de Lumumba et l'impopularité des rébellions, ces critiques s'expliquent. Tshisekedi est considéré comme un opposant professionnel : il l'a été sous Mobutu et Kabila I^{er}, et le demeure avec « bébé Kabila ». Son combat perd ainsi sa légitimité. Certains vont jusqu'à l'accuser de composer, la nuit, avec le diable, d'exposer la vie des autres alors que lui vit bien, peut voyager facilement à l'étranger, bien qu'il n'ait pas d'emploi connu, sinon celui d'opposant. Les temps ont changé depuis Mobutu ! Tshisekedi, le démystificateur du dictateur redouté, l'ancienne idole, reste imperturbable et continue sa quête démocratique.

Les chefs rebelles, quant à eux, se considèrent comme des chefs d'État⁵⁵. Ils pensent que les armes leur ont donné non seulement le droit à la parole mais aussi une légitimité réelle sur la scène politique congolaise. Or, à discuter avec des électeurs de la capitale, il apparaît évident qu'ils auraient peu de chance, en cas d'élection, face à une population congolaise qui ne les porte pas dans son cœur.

Le spectre des vieux politiciens

Face à cette crise qui affecte la plupart des figures de la scène politique congolaise, le spectre de certains politiques hante les conversations. Le souvenir de Kasa Vubu est brandi comme un totem d'intégrité morale. Une anecdote revient souvent. Après un séjour à l'étranger, le premier président de l'État congolais avait rendu au Trésor public le solde de ses frais de mission. Un tel comportement est présenté comme un exemple à suivre pour une élite nationale trop assoiffée de pouvoir et d'enrichissement personnel. Même Mobutu – dont la mémoire évoque avant tout et surtout l'oppression, la répression, la destruction de l'État et la misère – est cité en exemple pour avoir préservé pendant trente ans l'intégrité territoriale et l'unité nationale, mais également la facilité du gain. Un jeune « shayeur » (petit revendeur des marchés kinois) avoue : « Sous Mobutu, la vie n'était pas rose, mais on gagnait facilement de l'argent avec nos petites activités, même si les forces de l'ordre nous rackettaient. Avec le vieux Sekula⁵⁶, de petits pays comme le Rwanda ou l'Ouganda n'auraient jamais occupé et balkanisé notre pays. Au moins, le pillage des richesses étaient le fait des Zaïrois et d'une certaine manière, le peuple en ramassait les miettes... Ah ! Laissez tomber, ce vieux-là était fort⁵⁷... »

FIGURES ALTERNATIVES DE LA LÉGITIMITÉ

Dans ce contexte de bouleversement des représentations populaires du pouvoir légitime, on constate l'émergence d'une nouvelle génération de petits qui font irruption au banquet des « grands » et essaient de tirer profit de la délégitimation de la vieille garde politique.

51. Propos d'un *kadogo*. Entretiens, Kinshasa, mai 2001.

52. Un cadre d'une entreprise pétrolière. Entretiens, Kinshasa, mai 2001.

53. Un jeune cadre fonctionnaire. Entretiens, Kinshasa, mai 2001.

54. *Idem*.

55. *L'Avenir*, 18 octobre 2001.

56. Le « petit nom » de Mobutu.

57. Entretiens, Kinshasa, mai 2001.

Des shayeurs aux tolekistes : figures de la débrouille

Du temps de Mobutu, déjà, le « système D » était la règle. Mais, avec la guerre, la survie devient un combat de tous les instants. De Kisangani à Kinshasa, c'est la même lutte. Les rangs des jeunes gens qui survivent du petit commerce ne cessent de grossir. Être shayeur n'est plus mal vu. Les « tolekistes » boyomais⁵⁸ ne se recrutent plus seulement parmi les jeunes désœuvrés, mais chez tous les « conjoncturés⁵⁹ » de différents milieux sociaux. Les « faux têtes⁶⁰ » ne se comptent plus. Monsieur ou madame tout le monde se fait délivrer une carte de presse, de la Croix-Rouge, de la police ou de l'armée pour ne pas payer le transport à Kinshasa. Alors, les chauffeurs et receveurs des combi évitent de s'arrêter là où il y a une forte présence masculine, surtout jeune, et préfèrent les femmes et les travailleurs, dont le taux de « faux têtes » est faible. Dès lors, ils parquent leur minibus dans un coin et vont trier sur le volet, discrètement, des clients parmi la foule qui attend un moyen de transport. D'autres font des « express », qui ne le sont trop souvent que de nom, mais rapportent deux ou trois fois plus. D'autres encore n'opèrent que très tôt le matin, entre 4 heures et 6 heures (parfois 7 heures), pour être sûrs de ne prendre que des « vraies têtes », des marchands et des employés qui se rendent au travail. Le transport, c'est effectivement le casse-tête des Kinois⁶¹. Dans cette guerre pour rentabiliser les ressources du terroir, tout est récupéré ou récupérable : des vieilles boîtes de conserve aux carcasses d'auto. Les espaces maraîchers⁶² se multiplient, tout le monde vend quelque chose⁶³, enfin, presque. Des jeunes filles n'hésitent pas à vendre, lors des « patrouilles⁶⁴ » kinoises ou aux « marchés » Kigali, Kampala ou Rabat à Kisangani (du nom des capitales des pays étrangers dont les contingents sont basés à Kisangani⁶⁵), ce qu'elles ont de plus cher : leur intimité. Il est frappant de constater que ces stratégies de survie empruntent aujourd'hui abondamment aux imaginaires de la guerre. Ainsi, les « londoniennes » ont cédé les trottoirs aux « patrouilles » nocturnes, les « *ndumba* » (prostituées) ont installé leur QG au « marché » Kampala, Kigali ou Rabat, guerre oblige. Autant d'indices puisés dans le vocabulaire populaire, qui montrent que cette guerre « lointaine » affecte bel et bien les imaginaires sociaux et politiques.

Une arme, un espace de vie

Une arme offre à son détenteur droit de cité. Il peut s'en servir pour accéder à des ressources, il peut défendre son domaine et son monde, sa famille et ses amis. Aujourd'hui, il peut même aider des gens à passer la frontière sans formalité, notamment à l'aéroport de N'djili, où le voyageur est surpris par le nombre impressionnant de personnes en civil ou en uniforme qui « vendent des services » au tarmac. Le nombre de jeunes filles-mères autour des casernes

et des postes militaires est, à lui seul, révélateur de l'attrait qu'exerce l'homme en armes sur elles. À Kisangani, de fin 1996 à début 1997, le *ya'soda* en est une figure. Les soldats des FAZ qui reviennent du front de l'Est commettent de graves exactions sur les populations. Ils créent une situation d'insécurité telle que certaines artères de la ville ne sont plus fréquentées à partir de 16 heures ; ils ne payent pas leurs chambres d'hôtel, extorquent tout type de biens (véhicules, appareils électroménagers, argent, pierres précieuses, habits, vivres, etc.), commettent des viols, tirent des coups de feu un peu partout dans la ville sans raison apparente. Des bandits profitent de cette insécurité pour commettre à leur tour des forfaits, se faisant passer pour des *ya'soda*.

Nombre de jeunes filles s'attachent à ces soldats des FAZ pour qui tout est permis, qui circulent dans des véhicules tout-terrain volés et veulent jouir des biens qu'ils extorquent. Elles sont appelées en lingala des « *tiya mutu bakata* » (« baisse ta tête pour qu'on la coupe »). Beaucoup ne connaissent même pas le nom de leur partenaire, qu'elles appellent donc « *ya'soda* » (ce qui signifie « grand frère soldat »). Elles auraient pris une telle emprise sur ces *ya'soda* que ces derniers sont de plus en plus contraints à racketter pour assouvir leurs appétits, mais loin du quartier de leur « conjointe ». Paradoxalement, les quartiers qui bénéficient de ces « beaux-frères » jouissent ainsi d'une certaine sécurité : les « beaux-frères » n'opèrent généralement pas dans le quartier de leur « belle-famille » et leur simple présence est assez dissuasive pour décourager d'autres groupes. L'esprit de corps des militaires et leur solidarité professionnelle jouent aussi. « Attrayante » pour certain(e)s, la figure protectrice du *ya'soda* est toutefois éminemment ambivalente, l'homme en armes étant toujours ici celui qui extorque et fait régner la terreur.

58. Conducteurs de vélo-taxi à Kisangani. Lire A. Maindo, *Voter en temps de guerre. Kisangani/RDCongo. Quête de légitimité et conquête de l'espace politique*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 54.

59. C. Toulabor, « L'énonciation du pouvoir et de la richesse chez les jeunes "conjoncturés" de Lomé », in J.-F. Bayart et al., *Le Politique par le bas en Afrique, op. cit.*, pp. 131-145.

60. Passagers détenteurs d'une carte les exemptant de payer un titre de transport. Synonyme de « cartes » (sorte de métonymie pour désigner les porteurs de cartes). En fait, les transporteurs privés à Kinshasa comptent leurs passagers en nombre de têtes (comme du bétail !) et non de personnes.

61. M. wa Mwanza, « Le transport urbain à Kinshasa, un nœud gordien », *Cahiers africains*, n° 30, 1997.

62. M. Gertrude, *Femmes africaines et pouvoir. Les marâchères de Kinshasa*, Paris, L'Harmattan, 1996.

63. T. Von de Hert et S. Marysse, « L'économie informelle au Zaïre. (Sur)vie et pauvreté dans la période de transition », *Cahiers africains*, n° 21-22, 1996.

64. *Patrouilles*, c'est la prostitution des filles sur le trottoir kinois. *Marché* : la prostitution auprès des troupes rwandaises, ougandaises ou marocaines (Monuc).

65. Les troupes étrangères présentes à Kisangani sont rwandaises (forces d'occupation), ougandaises (forces d'occupation, mais chassées de la ville par l'armée rwandaise depuis 2000) et marocaines (contingent onusien). Il y a aussi des rebelles congolais du RCD/Goma, du RCD/ML (chassés par leur parrain ougandais en 2000). Certains soldats du contingent ougandais sont rentrés dans leur pays avec des femmes congolaises et les enfants de ces « unions de guerre ».

Mais, avec l'AFDL, une autre figure militaire s'est imposée : celle du *kadogo*, qui a redoré en partie l'image de l'homme en armes. Le *kadogo* a la réputation d'être intrépide, invincible, terrible et même invulnérable. C'est lui le libérateur devant lequel les soldats de Mobutu et ses mercenaires blancs ont détalé sans crier gare. Il devient le héros des jeunes (filles), qui ne rêvent plus que d'une chose : devenir *kadogo* ou épouser un *kadogo*. Comme pour accroître son prestige, il perçoit une solde d'environ 100 dollars alors qu'un cadre de la fonction publique n'en gagne que le dixième, et encore irrégulièrement. Cette image du *kadogo* attirera de nombreux jeunes vers le métier des armes. Mais une nouvelle guerre va débiter en août 1998, érodant rapidement un tel prestige. D'une guerre à une autre, le phénomène du *kadogo* s'est vite évanoui. Le mythe a volé en éclats. Le *kadogo* s'est montré sous un autre visage, moins glorieux. Lors de la « guerre de Kin », en août 1998, la vue de cet intrépide soudain terrifié, en fuite, a achevé de le démythifier. Désormais, le jeune soldat offre l'image d'une chair à canon, d'un mal-payé aux conditions de vie misérables. Le métier ne fait plus rêver les jeunes, encore moins leurs parents. Il est en train de redevenir un refuge pour les mauvais garçons dont la société ne veut plus, comme sous Mobutu.

La Bible du « serviteur de Dieu » : un capital religieux, un pouvoir économique

Le « serviteur de Dieu », en revanche, gagne en prestige et en pouvoir économique⁶⁶. Il est un symbole de la réussite sociale. Le pasteur des Églises indépendantes – « pasta », ou « de pasta », comme on le nomme amicalement – est reconnaissable à son habillement très recherché (costume trois-pièces cravate, bijoux précieux et belles chaussures), sa bible qui ne le quitte jamais (son arme ultime contre Satan !), sa berline, allemande de préférence, sa villa dans un quartier huppé loin de sa « paroisse » et ses frères et sœurs. Le nouveau serviteur de Dieu, très entreprenant et plein d'ardeur, ne subissant pas le poids d'une hiérarchie souvent autoritaire, est sur le point de voler la vedette au prêtre et pasteur des « Églises traditionnelles ». Son train de vie contraste souvent grandement avec la précarité de sa « maison de Dieu ». Le plus important consiste à disposer d'une bible, à louer un bar désaffecté avec des instruments de musique et à savoir parler français ou anglais pour se doter d'un assistant interprète (cela fait sérieux) ; dès lors, la survie, voire l'accumulation, est assurée. Notons que parler français ou anglais s'inscrit aussi dans un imaginaire de l'extraversion comme critère de réussite, savoir manier le génie (linguistique, notamment) du « Blanc » étant une expression de la réussite. Le Blanc qui est pourtant accusé d'être à la base de tous les malheurs du Congo ! Dans cette stratégie, des serviteurs de Dieu rêvent de mener des croisades d'évangélisation

en Occident, à défaut de s'y installer. Attitude qui a d'ailleurs inspiré un chant religieux populaire fustigeant l'ardeur fébrile d'évangéliser le continent des Blancs au détriment du Congo profond où les âmes ont besoin du salut... Les promesses de miracles, de prospérité, d'onction sont le fonds de commerce de ces nouveaux pasteurs. Faute de trouver des remèdes à leurs multiples problèmes, les Congolais ont trouvé la solution : les Églises et autres groupes de prière pompeusement appelés « Églises de réveil ». Celles-ci pullulent partout et n'ont pour tout message que la promesse de la prospérité, de l'abondance et de la bénédiction. Elles relèvent désormais de l'« article 15 », tel que modifié à ce jour, « semer beaucoup pour récolter abondamment ». L'argent de Dieu n'a pas fini de faire des fortunés, mais aussi des malheureux. Devenir « serviteur de Dieu » est malgré tout considéré de plus en plus comme une manifestation de la débrouillardise et de la réussite. Certains pasteurs sont accusés d'utiliser des pouvoirs magiques pour opérer des miracles qui attirent les foules. Fonder une Église, c'est aujourd'hui comme monter une entreprise, faire du business. Ici aussi, on constate que le lexique semble emprunter à l'imaginaire de la guerre ; il suffit de voir la dénomination de certaines Églises (« Armée de l'Éternel », « Combat spirituel ») et d'écouter leurs discours (on y parle de croisade, de campagne d'évangélisation : « le chrétien est le soldat du Christ et son arme ultime contre Satan c'est sa bible qu'il doit toujours avoir sur lui »). Il serait toutefois bien hasardeux d'établir une corrélation entre la guerre en RDC et le développement du registre de la croisade évangélique, qui connaît une forte expansion dans de nombreuses autres sociétés⁶⁷.

La diaspora et les ONG

La diaspora et l'activité associative, enfin, sont également devenues des ressources dans la guerre pour la survie. Les candidats au départ définitif ou temporaire sont nombreux, malgré les avertissements répétés des médias, par le théâtre populaire⁶⁸ notamment, sur le thème « la galère européenne n'arrive qu'aux autres⁶⁹ ! » La prise du pouvoir par l'AFDL à Kinshasa a montré que

66. Voir R. Marshall-Fratani, « Prospérité miraculeuse : les pasteurs pentecôtistes et l'argent de Dieu au Nigeria », *Politique africaine*, n° 82, juin 2001.

67. Voir A. Corten et R. Marshall-Fratani (eds), *Between Babel and Pentecost. Transnational Pentecostalism in Africa and Latin America*, Londres, Hurst and C°, 2001.

68. Voir la pièce en deux actes du groupe « Les Princes du rire » intitulée *Le Parisien refoulé*, jouée en 2001.

69. De manière significative, on constate qu'« aller en Europe » est exprimé aujourd'hui par les mêmes signifiants que les friperies : « kobwaka nzoto » (litt. abandonner, sacrifier son corps). Voir M. Bitumba, « Migration Sud / Nord, levier ou obstacle ? Les Zaïrois en Belgique », *Cahiers africains*, n° 13, 1995.

l'expatriation (vraie ou fausse) pouvait être très « rentable » en ouvrant la porte du pouvoir. Les « diasas diasas », nouveaux maîtres du pays, n'ont rien à voir avec les « Belgicains » d'autrefois⁷⁰. Ils ont débarqué au pays dans les bagages de l'AFDL en « libérateurs ». Ils ont fait des émules, mais aussi des malheureux qui regrettent leur retour à la mère-patrie. Chacun aujourd'hui veut tenter sa chance. Les plus heureux s'expatrient en Occident. L'Europe ou l'Amérique du Nord, bien que décriées et exécrées pour leur parti pris en faveur des agresseurs, ou perçues comme le manipulateur caché, continuent ainsi à susciter la fascination et l'admiration des Congolais. Certains estiment qu'il est de leur droit de s'y installer dans la mesure où c'est l'Occident qui déstabilise et pille leur pays. Puisque l'Occident foment des troubles au Congo tout en se forgeant une sorte de ghetto de paix et de prospérité, il est légitime d'aller y vivre en paix.

Ceux qui ne peuvent sortir du pays s'efforcent de capter des ressources extérieures dans le cadre des ONG. Profitant de la rupture de la coopération structurelle, les plus doués réussissent à drainer des subsides internationales. Ils deviennent ainsi de véritables symboles de pouvoir social dans leur milieu et font des émules, mais aussi des rivaux. D'où la scissiparité à l'infini de certaines ONG, leur prolifération et le recours à des pratiques occultes pour se protéger. L'attitude de bon nombre de ces acteurs non gouvernementaux est évocatrice de celle du pays : tout en développant un discours « anti-occidental » sur la guerre et les atrocités commises en RDC, non seulement ils font appel au financement européen et américain, mais ils l'attendent et l'acceptent. Ici aussi, l'Occident attire et repousse à la fois.

On pourrait multiplier les exemples de ces nouvelles trajectoires sociales de la réussite qui prospèrent sur fond de crise économique, de guerre et d'effondrement des critères de légitimité. Il convient de rappeler toutefois que toutes ces figures sont extrêmement ambivalentes. L'expatriation, par exemple, est aussi imaginée comme une vie de misère, parfois à la limite d'une zone de non-droit (« sans-papiers »), de petits boulots dégradants tels le ménage, la plonge, le gardiennage, etc. Pourtant, elle paraît mirobolante quand l'expatrié, au prix de sacrifices surhumains, revient au pays les poches bien garnies ou envoie à sa famille de l'aide ou des véhicules⁷¹, ou encore achète une maison à Kinshasa. Il en va de même des responsables d'ONG, perçus comme des opportunistes passagers, s'occupant dans l'attente de jours meilleurs qui donneront du travail à tous. Le passage par une ONG assure le pain et peut devenir un tremplin pour l'expatriation ou servir d'antichambre pour accéder au pouvoir ou à une carrière plus stable.

La guerre, sans marquer une rupture profonde, a donc profondément modifié les imaginaires populaires et les trajectoires individuelles à Kinshasa. Des officiers formés dans les académies militaires occidentales aux chefs de guerre ayant fait leurs premières armes dans les maquis, des *simba* aux *kadogo* en passant par les *ya'soda*, des « londoniennes » aux « patrouilles », des *ndumba* aux « marchés » Rabat ou Kampala en passant par les « *tiya mutu bakata* », des prêtres barbus en col romain ou en soutane aux « pasta » en costume trois-pièces cravate, des tolekistes aux shayeurs en passant par les « faux têtes », des « diasia diasia » aux patrons d'ONG, les trajectoires et les imaginaires évoluent au gré des vagues de l'environnement sociopolitique. La guerre a accéléré un processus déjà en cours de recomposition. Avant 1996, la survie quotidienne faisait partie du parcours du combattant. Trouver une place dans un bus exigeait des muscles pour donner des coudes et se frayer un chemin. Les paroles d'un chant populaire disaient « *boma ngai na boma yo tomana* », (« tue-moi, je te tue, nous nous entre-tuons »). On se rendait soi-même justice pour se faire rembourser ses crédits ou pour sanctionner un jeune homme auteur de la grossesse de sa fille ou de sa sœur. Ce qui a changé, aujourd'hui, c'est que l'on se représente à nouveau la violence comme un moyen d'action et/ou d'expression politique compréhensible par les élites au pouvoir. Malgré sa récurrence et sa force, la violence ne suffit plus à consolider le pouvoir. Elle cesse d'être un monopole étatique et se trouve désormais à la portée de tous.

Elle a toujours fait partie du répertoire d'action politique congolais. Elle risque d'y figurer encore en bonne position s'il n'y a pas d'alternative politique valable en termes d'institutions et de leurs animateurs. Pour ne retenir que la période postcoloniale, il y a lieu de dénombrer, en quarante ans d'indépendance, au moins deux coups d'État, plusieurs assassinats politiques, deux pillages systématiques en 1991 et 1993, deux révolutions populaires entre 1963-1967, deux guerres en 1977 et 1978, une guerre en 1982, une guerre en 1996 et une autre en cours depuis 1998, plusieurs mutineries (1960, 1967, etc.), des massacres de populations, des violences intercommunautaires, etc. La liste est longue. Mis à part les putschs et les assassinats politiques, les « cadets » ont presque

70. De nombreuses pièces de théâtre en parlent : voir *Diaspora*, pièce en deux actes jouée en lingala par la troupe Salongo à Kinshasa en 1997, et dont un extrait a paru dans *Politique africaine*, n° 82, juin 2001, pp. 22-23.

71. La plupart des taxis qui assurent le transport public à Kinshasa appartiennent à des « diaspos » ou à des « bana Lunda », c'est-à-dire à des « creuseurs de diamants » partis faire fortune en Angola. Voir F. De Boeck, « Domesticating diamonds and dollars: identity, expenditure and sharing in southwestern Zaire (1984-1997) », in B. Meyer et P. Geschiere (eds), *Globalization and Identity: Dialectics of Flow and Closure*, Oxford, Blackwell Publishers, 1999.

tout le temps pris leur revanche, soit en se réappropriant le pouvoir de la violence, soit en réinventant les modalités de sa déclinaison au mieux de leurs intérêts. Cela s'expliquerait, d'une part, par la nature des régimes politiques en place ne laissant pas aux citoyens le choix d'autres moyens d'expression et d'action politique, et, d'autre part, par l'impuissance d'un État qui a cessé d'être un « Bula Matari ». Cette intrusion de la violence s'accompagne souvent d'une démythification de l'autorité (ainsi, en tentant de se mettre à l'abri au début de la guerre en 1998, Didier Mumengi, ministre de Kabila, aurait été arrêté avant de se voir dépouillé de son sac contenant des devises par des *kadogo*, comme cela serait ainsi advenu à des dignitaires de Mobutu et à Mobutu lui-même en 1997) et de l'homme en armes (notamment le *kadogo*, figure emblématique du guerrier intrépide, invincible, invulnérable aux balles depuis la nouvelle guerre).

Il est intéressant de noter que ces images sont variables en fonction des liens que les personnes entretiennent plus ou moins directement avec la guerre et les territoires occupés. Elles sont donc extrêmement ambivalentes. Un exemple est celui de la perception de la guerre elle-même telle qu'elle ressort des enquêtes menées à Kinshasa en mai 2001 : celle-ci est considérée non seulement comme une punition et une malédiction de Dieu, mais aussi comme un moment de purification et de conversion ; elle est vécue en même temps comme une affaire étrangère et populaire ■

Alphonse Maindo Monga Ngonga

Département de science politique, université Paris-I